

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.672

13 octobre 1997

(97-4410)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Gyrophares et feux clignotants bleus ou jaunes et avertisseurs sonores à deux tons et à trois tons
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement désignant les services d'urgence, définissant les activités et les circonstances d'intervention et établissant des signaux visuels et sonores (Décret sur les signaux visuels et sonores)
6.	Teneur: Ce projet de règlement énonce des prescriptions auxquelles doivent satisfaire les gyrophares et les feux clignotants visés au point 4. Il désigne aussi les services d'urgence autorisés à se servir des signaux lumineux et des avertisseurs sonores en question.
7.	Objectif et justification: Sécurité de la circulation et sécurité des conducteurs et des passagers
8.	Documents pertinents: Ce projet de règlement est fondé sur l'article 13, paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur la circulation routière et sur les articles 29 et 30 des Règles de 1990 relatives aux règles de la circulation et à la signalisation routière.

9.	Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: